

20
09 Economic
Developments
and Prospects

20
09 Évolutions et
perspectives
économiques



Navigating through the Global Recession
Naviguer à travers la récession mondiale

Résumé

Introduction

La crise financière et économique mondiale, qui a débuté au milieu de 2007 aux États-Unis et a mené aujourd'hui à la première récession planétaire depuis la Deuxième Guerre mondiale, ébranle les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) et aggrave les effets de la hausse généralisée des prix des produits de base, qui ont atteint un niveau record au milieu de 2008. Les avis sont partagés quant aux causes de cette crise unique en son genre. On s'accorde toutefois à penser que la conjugaison de faibles taux d'intérêt aux États-Unis, d'une demande mondiale vigoureuse, surtout dans les pays émergents, et d'excédents appréciables de la balance courante dans certains pays est à l'origine du dynamisme et de la bulle des marchés boursiers, immobiliers et des produits de base. Alors même qu'ils étaient en pleine expansion, ces marchés ont été simultanément frappés par un effondrement brutal des prix en 2007-08. Cette succession d'événements a eu des conséquences directes sur le développement économique des pays de la région MENA en 2008, et sur leurs perspectives pour 2009 et 2010.

Le présent rapport sur les évolutions et perspectives économiques de la région MENA pour 2009 a pour objectif d'examiner les retombées de la triple crise (alimentaire, énergétique et financière) sur les économies des pays qui la composent. Le chapitre 1 se penche sur l'année 2008 et sur les premiers mois de 2009. Il analyse l'influence de la conjoncture économique mondiale et les mesures adoptées par les pays de la région MENA en réponse aux premiers effets

de cette triple crise. Le chapitre 2 étudie leurs perspectives pour 2009 et 2010 et considère les mesures envisageables pour atténuer les répercussions de la crise financière mondiale sur la région. Le chapitre 3 se projette au-delà des problèmes à court terme dérivant de la triple crise et examine les facteurs structurels qui influencent la vulnérabilité des pays de la région MENA aux chocs, ainsi que leur souplesse et leur aptitude à réagir à des crises ultérieures.

Le rapport aboutit aux principales conclusions que voici : 1) l'effet de la crise est fonction de l'exposition des pays aux marchés et produits de base concernés, de même que de leur situation et de leurs politiques macroéconomiques initiales ; 2) les retombées de la crise mondiale sur les secteurs financiers des pays MENA se sont pour l'heure limitées aux pays du Conseil de Coopération du Golfe, dont les secteurs financiers étaient plus ouverts aux centres financiers internationaux, mais qui se sont aussi trouvés en mesure de réagir grâce à la marge financière fournie par les excédents pétroliers antérieurs ; 3) s'agissant des répercussions sur l'économie réelle, la région a bien tenu le choc en 2008, la croissance moyenne du PIB étant restée stable alors qu'elle reculait dans d'autres régions ; 4) à terme, l'économie réelle de quasiment tous les pays MENA risque fortement de subir le contrecoup de la crise, et la capacité des pays à rebondir par la suite sera d'autant plus grande qu'ils mettront cette occasion à profit pour remédier aux insuffisances de l'infrastructure et restructurer des programmes de subventions inefficaces mais onéreux ; 5) cette crise, à l'instar des précédentes, a mis en lumière la nécessité

de procéder à des réformes structurelles (dont beaucoup ont fait l'objet d'analyses dans des rapports antérieurs) afin de réduire la vulnérabilité des pays de la région et d'améliorer leur capacité à riposter aux chocs futurs.

Les retombées de la crise sur le secteur financier de la région MENA ont été limitées

Lorsque la crise financière a frappé MENA au milieu de 2008, de nombreux pays de la région étaient encore aux prises avec les retombées des crises alimentaire et énergétique. L'augmentation des prix des carburants a profité aux exportateurs de pétrole ; elle leur a permis d'accumuler des excédents sans précédent en 2008, et de renforcer la position d'investisseurs mondiaux des exportateurs pétroliers du Golfe. Le repli ultérieur des cours du pétrole au second semestre de 2008, et leur stabilisation apparente à la moitié environ du pic enregistré à la mi-2008 ne constituent pas encore pour eux une menace sérieuse, même si une hausse des cours sera nécessaire à certains des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG pour atteindre le prix d'équilibre compte tenu de leurs coûts élevés de production. En ce qui concerne les pays non-exportateurs de pétrole, l'envolée des prix des carburants a lourdement pesé sur la facture des importations et sur les dépenses budgétaires du fait que la plupart d'entre eux maintiennent des subventions élevées aux carburants. Toute la région a par ailleurs ressenti les effets de l'augmentation des prix alimentaires. Contrairement à ce qui s'était produit lors de flambées antérieures des produits de base, la dernière en date (2003-2008) les a tous touchés simultanément. Entamée en 2003, elle s'est poursuivie pendant cinq ans environ. De fait, le moment où est intervenue la hausse des prix agricoles met clairement en évidence l'influence des marchés énergétiques. MENA étant une région largement importatrice de denrées alimentaires, elle a davantage ressenti l'effet inflationniste de l'essor des prix internationaux que d'autres régions, 25 % de l'inflation enregistrée entre décembre 2005 et décembre 2007 étant imputable à cette envolée, soit plus du double du pourcentage de la deuxième région la plus touchée. Le renchérissement des

prix alimentaires et énergétiques n'a pas seulement pesé sur les finances des ménages et des gouvernements ; il a créé des tensions sociales dans certains pays où les consommateurs ont protesté contre l'inflation élevée.

Les premières retombées de la crise financière mondiale sur le système financier de la MENA ont surtout été visibles dans les pays exportateurs de pétrole à revenu élevé du CCG, en raison de leurs liens étroits avec les marchés financiers internationaux. Dans la plupart des autres pays de la région, le secteur bancaire n'a à ce stade guère été atteint, ce qui tient essentiellement à son intégration modérée aux marchés financiers mondiaux. Les marchés boursiers des pays du CCG ont enregistré un repli brutal aux deux derniers trimestres de 2008, suivant en cela l'évolution des marchés bien développés. La baisse des cours dans d'autres pays MENA a été moins prononcée. Les fonds souverains de la région, ceux des pays du CCG notamment, ont également enregistré quelques pertes sur leurs investissements dans les institutions financières mondiales. Selon des estimations liminaires du *Council on Foreign Relations*, les fonds du CCG auraient ainsi vu la valeur de leur portefeuille diminuer de 27 % entre décembre 2007 et décembre 2008, les pertes atteignant jusqu'à 40 % pour ceux qui avaient fortement investi dans des titres mondiaux. Les écarts de taux d'intérêt ont autant augmenté dans les pays MENA que dans d'autres pays émergents. Les premiers ont néanmoins pu éviter de recourir au marché obligataire international dans les derniers mois de 2008 grâce à des positions généralement solides de la balance des paiements en début de crise, ou à des recettes touristiques, des transferts de salaires et des investissements directs étrangers relativement résistants.

L'économie réelle de la région MENA a bien tenu le choc face aux effets de la crise en 2008. Le PIB y a dans l'ensemble enregistré une légère hausse, passant de 5,6 % en 2007 à 6,1 % en 2008. Cette résistance à la crise en 2008 marque un contraste saisissant avec d'autres régions en développement, où la croissance a chuté par rapport aux niveaux enregistrés en 2007. Celle de MENA a été favorisée en 2008 par la hausse des

cours pétroliers sur l'ensemble de l'année, malgré leur recul considérable au second semestre, et par le dynamisme du secteur de la construction. Des signes d'affaiblissement étaient toutefois perceptibles au dernier trimestre de 2008 et dans les premiers mois de 2009.

Une conjoncture mondiale incertaine assombrit les perspectives à court terme de la région MENA

Compte tenu de la persistance de la crise et de la morosité de la conjoncture économique internationale en 2009 et 2010, la crise risque d'avoir des retombées substantielles sur l'économie réelle de MENA en raison des évolutions négatives ou de l'incertitude du commerce international, des prix du pétrole, du tourisme, des rapatriements de salaires et des conditions de financement international. Premièrement, le volume mondial d'échanges devrait chuter de 9,7 % en 2009 ; il s'agit là du premier repli du commerce depuis 1982, et le plus prononcé en 80 ans. Ce recul a un retentissement direct sur les exportations et les recettes pétrolières, ainsi que sur les exportations de produits manufacturés et d'autres marchandises de MENA ; les services associés au commerce délivrés par la région, comme le passage du canal de Suez en Égypte et l'utilisation du port de Djibouti, exploité par Dubaï, seront également touchés.

Deuxièmement, les cours du pétrole devraient tourner autour de 55,5 dollars le baril en 2009, et de 63 dollars en 2010, soit un niveau suffisant pour éviter une crise d'envergure dans les pays producteurs, mais nettement inférieur aux niveaux atteints en 2008. Les facteurs qui ont favorisé l'essor des prix pétroliers avant le milieu de 2008 ne joueront probablement guère en 2009. La demande mondiale devrait rester modérée. Étant donné les récentes baisses de production de l'OPEP et l'accroissement de la capacité de production de l'Arabie saoudite à 12,5 millions de barils par jour (grâce à de récents investissements), la capacité de production oisive est suffisante pour faire face à toute diminution de l'offre qui pourrait résulter d'interruptions de la production imprévues sur d'autres marchés.

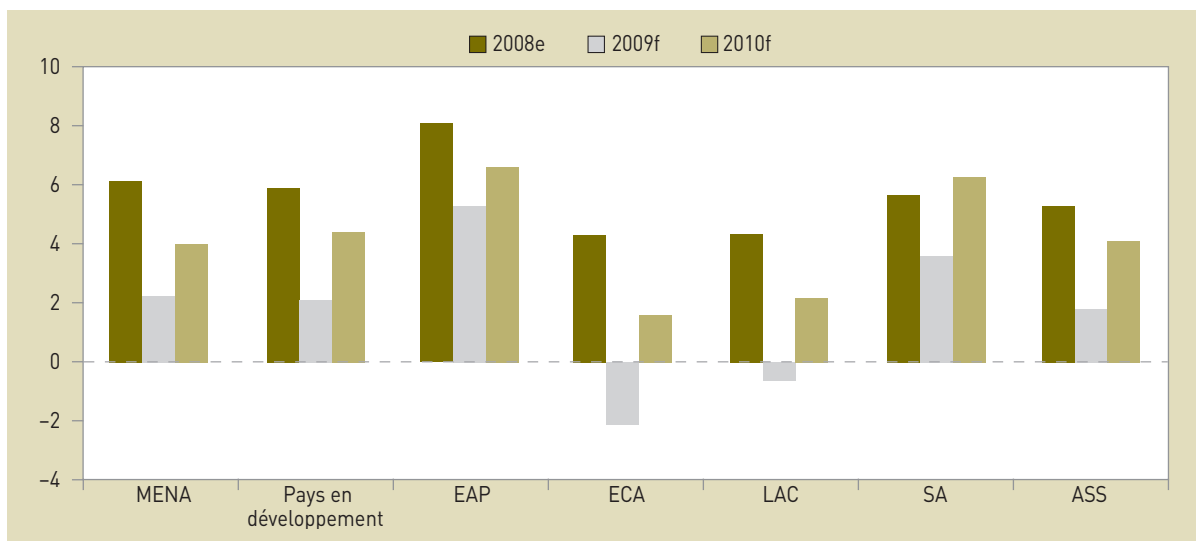
De la même manière, la spéculation ne devrait pas créer de pression à la hausse compte tenu de l'atonie des marchés boursiers. Le principal indicateur des cours du pétrole, la production industrielle mondiale, devrait fléchir de 12 % en 2009 après une forte contraction au quatrième trimestre de 2008.

Troisièmement, même si le tourisme a fait preuve d'une certaine résistance, il n'a pas été imperméable à la crise, et un recul devrait être observable en 2009. Mis à part les pays du CCG, dont les recettes touristiques afficheront probablement une croissance positive, quoique moindre, en 2009 et 2010, d'autres pays devraient entrer en territoire négatif en 2009, mais un léger redressement est prévu en 2010.

Quatrièmement, si les transferts par les salariés vivant à l'étranger sont restés stables en 2008, ils devraient diminuer de 6,2 % dans la région MENA en 2009. Bien que cette baisse soit compatible avec la tendance mondiale, elle pourrait toutefois poser des difficultés considérables dans la région MENA étant donné la forte dépendance de la région sur les transferts par les salariés basés à l'étranger.

Cinquièmement, comme pour la plupart des pays émergents et en développement, les conditions de financement extérieur vont demeurer difficiles pour MENA en 2009, voire en 2010. Une régression considérable des flux mondiaux d'IDE est prévue en 2009, qui devrait toucher directement la région. Les flux d'IDE sont modérés dans MENA ; s'ils n'ont pas fléchi en 2008, ils devraient sensiblement reculer en 2009, les investisseurs achevant les grands projets qu'ils avaient engagés avant la crise et qu'ils ne pouvaient aisément interrompre sans subir de grosses pertes financières, et les nouveaux projets étant reportés, annulés, ou revus à la baisse. Comme dans de nombreuses régions en développement, les capitaux à court terme ont été assez soudainement retirés de MENA en 2008. Le phénomène a été plus visible dans les pays du CCG, qui avaient à la fois attiré des flux à court terme et libéralisé leurs comptes de capital. Étant donné la nécessité pour les pays développés de financer leurs plans de relance,

Graphique i: Taux de croissance régionaux, en %, 2008-2010



on craint que les obligations qu'ils émettent à cette fin n'évincent les obligations souveraines des pays émergents. Une légère baisse de l'aide publique au développement (APD) est prévue en 2009, ce qui risque de peser sur les facteurs procycliques dans les pays qui en sont tributaires, comme le Yémen, Djibouti et la Cisjordanie et Gaza ; compte tenu de la simultanéité de la crise mondiale, les pays fournisseurs d'APD, frappés par la crise, vont probablement diminuer leur aide au moment même où les pays bénéficiaires auront besoin qu'elle augmente pour mettre en œuvre des politiques budgétaires anticycliques.

Dans ce contexte, la situation économique de la région MENA devrait se dégrader en 2009 par rapport à 2008 – dégradation dont témoigne la contraction brutale de la croissance globale, de 6,1 % en 2008 à 2,2 % en 2009. Cette contraction marque un net contraste par rapport à 2008, année durant laquelle la région a été en mesure de maintenir un taux de croissance comparable à celui de l'année antérieure (2007), alors que toutes les autres voyaient leur taux de croissance diminuer par rapport à 2007. Qui plus est, malgré le ralentissement prononcé de la croissance du PIB prévu en 2009, le taux de croissance de MENA devrait rester proche de la moyenne des pays en développement (2,1 %), et rebondir

légèrement en 2010 pour atteindre 4 % (graphique 1). En 2009 et 2010, la progression du PIB de la région devrait être soutenue avant tout par la consommation publique (alimentée par les mesures de relance budgétaire) face à l'affaissement des investissements et des exportations. Les soldes extérieurs courants et budgétaires vont sensiblement se dégrader dans la plupart des pays, en grande partie sous l'effet de la chute de 50 % des prix pétroliers en regard de l'année précédente. Certains pays verront toutefois leur balance courante se redresser, l'apathie de la demande intérieure entraînant une baisse des importations supérieure à celle des exportations. Les recettes publiques vont considérablement diminuer, du fait que les gouvernements de la MENA maintiennent les subventions et les augmentations de salaires promises en 2008 en réponse à la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques, ou qu'ils s'efforcent de financer d'autres mesures de relance pour faire face à la crise financière.

Pour de nombreux pays MENA, l'inflation marquera la seule évolution positive en 2009, voire en 2010, ce qui ne suffira pas à empêcher la crise d'avoir de graves retombées sociales. La baisse des prix des biens mondiaux, produits alimentaires compris, et le renforcement du

dollar par rapport aux grandes monnaies internationales ont concouru à la baisse des indices des prix à la consommation dans les pays de la région. Néanmoins, malgré l'atténuation de l'inflation, les conséquences humaines de la crise seront vraisemblablement lourdes en 2009-10. D'une part, le ralentissement économique a affaibli la capacité déjà médiocre de la région à créer des emplois dans le secteur privé ; d'autre part, l'Organisation internationale du Travail (OIT) prévoit en 2009 une augmentation de 25 % du taux de chômage au Moyen-Orient, et de 13 % en Afrique du Nord par rapport à 2007.

Au niveau national, les répercussions économiques de la récession mondiale varieront en fonction du degré d'intégration économique des différents pays avec les régions profondément ébranlées par la crise ou de leur dépendance vis-à-vis des produits qu'elle a touchés. Leur capacité de réaction sera en outre fonction de la marge de manœuvre budgétaire dont les pays disposent ainsi que de leur capacité institutionnelle à appliquer des politiques macroéconomiques et structurelles de qualité. Se fondant sur ces caractéristiques, le rapport a rangé les pays en quatre catégories pour analyser les retombées de la crise.

Les pays du CCG, autrement dit les producteurs de pétrole dont les recettes dégagées des exportations d'hydrocarbures par habitant sont élevées, sont très exposés aux fluctuations des prix du pétrole et des hydrocarbures et légèrement exposés aux phénomènes intervenant dans les économies développées (au travers des flux privés), mais disposent d'un volant de ressources budgétaires et d'une certaine capacité institutionnelle pour mettre en œuvre des mesures macroéconomiques et structurelles.

- Les autres pays producteurs de pétrole, dont les recettes tirées des exportations d'hydrocarbures par habitant sont relativement moindres et dont la population est assez importante, sont très exposés aux variations des prix du pétrole, font face à des revendications sociales pressantes, disposent d'une marge de manœuvre budgétaire limitée, et possèdent une capacité institutionnelle res-

treinte pour appliquer des mesures macroéconomiques et structurelles.

- Les pays non-exportateurs de pétrole, dont les flux financiers avec la zone économique du CCG sont importants ou qui sont tributaires de l'aide extérieure au développement, sont fortement exposés aux événements financiers dans les pays du CCG et de l'OCDE (par le biais des flux publics), n'ont pour ainsi dire pas d'espace budgétaire et disposent d'une capacité institutionnelle limitée pour mettre en application des mesures macroéconomiques et structurelles.
- Les pays non-exportateurs de pétrole dotés d'économies diversifiées et étroitement liés à la zone euro sont très exposés aux événements intervenant dans les pays européens et de l'OCDE (au travers des échanges), disposent d'un volant budgétaire restreint, mais possèdent une capacité institutionnelle solide pour appliquer des mesures macroéconomiques et structurelles.

Dans quasiment tous les *pays exportateurs de pétrole du CCG disposant de moyens financiers importants par rapport à leur population (Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite et Émirats arabes unis)*, la forte baisse des prix pétroliers depuis le milieu de 2008 et la faible demande de pétrole sur les marchés mondiaux auront pour effet de ralentir sensiblement la croissance économique en 2009. Pour l'ensemble de la région du CCG, cette dernière devrait accuser un net recul, passant de 5,7 % en moyenne entre 2004 et 2008 à 1,1 % en 2009, et 4,2 % en 2010 (tableau i). Les deux pays MENA dont l'entrée en récession est prévue, l'Arabie saoudite et le Koweït, font partie du CCG. Les perspectives de croissance des E.A.U. sont plombées par Dubaï, où la crise financière a coïncidé avec l'explosion de la bulle immobilière et une forte contraction du secteur de la construction et des services financiers. L'exception notable sera Qatar, où la croissance stupéfiante du PIB, aiguillonnée par l'entrée en service de grandes usines de GNL, est censée passer de 16,4 % en 2008 à 18,2 %, en termes réels, en 2009. Leurs réserves financières consi-

Tableau i : Taux de croissance du PIB réel, en %, 2008-2010

Pays	Estimations 2008	Prévisions 2009	Prévisions 2010
Région MENA	6,1	2,2	4,0
Pays du CCG	6,3	1,1	4,2
Bahreïn	6,1	2,6	4,0
Koweït	5,2	-1,2	2,4
Oman	6,2	3,0	3,8
Qatar	16,4	18,2	16,2
Arabie saoudite	4,6	-0,9	3,0
Émirats arabes unis	7,4	0,3	3,3
Pays exportateurs de pétrole	5,6	2,7	3,5
Algérie	3,0	2,2	3,5
Iran, République islamique d'	6,9	2,5	3,0
Iraq	9,8	6,9	6,7
Libye	6,3	2,9	4,8
République arabe syrienne	5,2	3,0	3,5
Yémen	4,0	7,7	5,0
Exportateurs diversifiés entretenant d'étroites relations avec les pays du CCG	6,1	2,5	4,2
Djibouti	5,8	5,0	5,5
Jordanie	5,5	2,5	3,5
Liban	6,5	2,5	4,5
Exportateurs diversifiés intégrés avec l'Europe	6,5	4,0	3,9
Égypte	7,2	3,8	4,2
Maroc	5,6	5,0	3,0
Tunisie	4,5	3,0	4,0

Source: Organismes nationaux et estimations et projections des services de la Banque mondiale.

dérables devraient toutefois permettre aux pays du CCG de maintenir des positions budgétaires anticycliques en 2009, et éventuellement en 2010, et de traverser tranquillement la tourmente si les cours du pétrole se maintiennent au-dessus de 50 dollars le baril jusqu'à la fin de 2010. Les estimations prévoient une baisse équivalant à 40 % du PIB des recettes budgétaires en 2009, mais les dépenses devraient rester au niveau de 2008, entraînant un fléchissement considérable des soldes budgétaires, et seront essentiellement financées par des prélèvements sur les réserves antérieures. Les dépenses d'investissement en particulier devraient rester soutenues. L'inflation

va reculer, passant de 11,4 % en 2008 à 7,6 % en 2009, et à 4,7 % en 2010 en moyenne, en partie sous l'effet de la chute des prix mondiaux des produits de base en 2009 et de la stabilisation du dollar (auquel la plupart des monnaies du CCG sont arrimées) par rapport à l'euro et à d'autres devises mondiales. Le solde extérieur courant devrait enregistrer une baisse considérable par rapport à son pic de 2008 (33,6%), passant à 13,2 % du PIB, en moyenne, en 2009 et à 16,7 % en 2010, les soldes budgétaires accusant pour leur part une forte dégradation, de 26,6% en moyenne du PIB en 2008 à 5,3 % en 2009 et 7,2 % en 2010.

Les pays exportateurs de pétrole dotés d'une population plus nombreuse par rapport à leur richesse pétrolière que les pays du CCG (Algérie, Iraq, Iran, Libye, Syrie et Yémen) verront leurs soldes budgétaires et extérieurs se dégrader nettement, mais éviteront une croissance négative en 2009-10. Le PIB pétrolier va fortement diminuer, mais le PIB hors pétrole concourra à maintenir une croissance économique positive. On prévoit un recul de la croissance réelle, qui devrait passer de 5,6 % en moyenne en 2008 à 2,7 % en 2009 et 3,5 % en 2010. La richesse par habitant que la production pétrolière procure à ces pays est sensiblement inférieure à celle des pays du CCG. De surcroît, leurs positions budgétaires et extérieures étaient plus faibles lorsque la crise financière les a touchés, et même ceux qui disposaient au départ de solides excédents budgétaires ou courants devraient connaître une contraction appréciable en 2009, les excédents commerciaux diminuant sous l'effet de l'effondrement des prix pétroliers, et les dépenses budgétaires augmentant en raison des mesures coûteuses adoptées pour faire face à la poussée des prix alimentaires et énergétiques en 2008. La diminution des dépenses consacrées aux subventions aux carburants dérivant du fléchissement des prix du pétrole sera dans une certaine mesure bénéfique pour les finances publiques ; les soldes budgétaires des pays de ce groupe devraient connaître des revirements notables, passant selon les estimations d'une moyenne globale de 5,5 % du PIB en 2008 à -6,6 % en 2009 et -1,8 % en 2010. Il en sera de même des soldes courants, qui devraient passer de 22,7 % du PIB en 2008 à 2,2 % en 2009 et 3 % en 2010. Compte tenu du rétrécissement de l'espace budgétaire, les mesures adoptées dans ces pays semblent à ce stade généralement procycliques, avec réduction des dépenses publiques, les gouvernements éprouvant des difficultés à tenir leurs engagements sociaux à long terme (programmes de subventions et de transfert des revenus par exemple) étant donné des réserves limitées ou inexistantes de plus-values pétrolières (à l'exception de l'Algérie et de la Libye). Outre ces engagements onéreux, les réformes structurelles longuement reportées ou hésitantes dans ces pays devraient compromettre leur riposte à la crise.

Les pays exportateurs de pétrole entretenant des relations économiques étroites avec la zone du CCG et/ou les pays tributaires de l'aide (Jordanie, Liban, Djibouti, Cisjordanie et Gaza) voient les apports financiers des pays du CCG stagner et sont confrontés au problème consistant à mobiliser de l'aide alors que les pays bailleurs sont atteints par la crise. Leur croissance devrait globalement ralentir, passant de 6,1 % en 2008 à 2,5 % en 2009 et 4,2 % en 2010. L'inflation va reculer à 5-6 % après avoir atteint 12,5 % en 2008. Les pays de ce groupe ont abordé la crise sur des bases macroéconomiques généralement précaires caractérisées par des déficits budgétaires élevés, des niveaux d'endettement substantiels et des positions extérieures difficiles. Le solde budgétaire moyen demeurera négatif en 2009 et 2010 (environ -4 % et -2,6 %, respectivement, contre -8,4 % en 2008). Ce sera également le cas du solde extérieur courant moyen, qui devrait toutefois se redresser par rapport à 2008 pour atteindre -9,9 % du PIB en 2009 et -6,9 % en 2010. L'amélioration des soldes budgétaires et extérieurs résultera des politiques d'austérité appliquées en l'absence de volant budgétaire pour conduire de vastes plans de relance. L'aptitude de ces pays à lutter contre les facteurs de contraction de la crise sera fonction de nouveaux flux de financement extérieurs ou de la reconduction de la dette existante, conjugués à la rationalisation de la répartition des dépenses publiques. Suite à l'érosion des fortunes personnelles dans la zone CCG et à la détérioration des perspectives d'emploi pour les travailleurs migrants résultant des contractions des marchés boursiers et du repli des cours pétroliers, les rapatriements de salaires et l'IDE en provenance des pays du CCG seraient en recul dans certains pays de ce groupe. Qui plus est, le retour des travailleurs migrants depuis les pays du Golfe pourrait poser un problème en termes d'emploi et de politique sociale.

Les économies diversifiées entretenant des liens commerciaux et touristiques poussés avec l'Europe et les pays de l'OCDE (Maroc, Tunisie et Égypte) affichaient une situation macroéconomique relativement saine lorsque la crise a débuté ; cette dernière a dans un premier temps eu des retombées modérées sur leurs

systemes financiers, mais ses conséquences sur leur économie réelle sont désormais sensibles étant donné l'amplification de la récession sur leurs principaux marchés d'exportation européens. La croissance devrait s'essouffler pour s'établir aux environs de 4 % en 2009, et de 3,9 % en 2010, et l'inflation autour de 5,2 % en 2009, et de 4,3 % en 2010. La récession dans l'Union européenne, la diminution des arrivées touristiques et la décrue des flux de transferts devraient provoquer une forte contraction de l'activité des PME manufacturières des secteurs d'exportation en 2009 et 2010. Le déficit budgétaire moyen pendant ces deux années devrait se maintenir au niveau de 2008, soit 4,5 % du PIB. Si la crise persiste, les positions budgétaires pourraient néanmoins se détériorer du fait que la faible demande d'exportations fragilise l'emploi dans les PME exportatrices ; le chômage devrait ainsi augmenter et accroître les tensions sur les finances publiques, les autorités s'efforçant de fournir des incitations financières aux entreprises afin de maintenir ou d'effectuer des transferts de revenus vers les ménages concernés. Le déficit courant devrait s'établir à 5 % du PIB en moyenne en 2009 et 2010. Les pays de ce groupe peuvent compter sur le bilan solide des politiques macroéconomiques judicieuses et des réformes structurelles qu'ils ont conduites pour mobiliser les financements nécessaires à l'application de mesures anticycliques. Cela dit, la conjoncture n'est probablement pas propice à ces derniers. Les finances publiques sont mal en point, et il n'est pas certain que les autorités soient en mesure d'émettre des obligations souveraines, les écarts demeurant élevés (même s'ils ont sensiblement diminué par rapport au niveau maximal atteint à la fin de 2008). Les autorités vont probablement davantage faire appel à l'emprunt intérieur et au financement extérieur de sources publiques.

Des risques substantiels continuent de peser sur les perspectives de MENA pour 2009-10 ; l'endurance des pays de la région sera en outre fonction de la profondeur de la crise mondiale et du moment où l'économie redémarrera. Trois risques méritent d'être soulignés. D'abord, une récession planétaire plus profonde et durable qu'envisagé à ce stade ou l'intervention plus

tardive de la relance mondiale pourraient continuer de peser sur la demande d'exportations d'hydrocarbures et de produits manufacturés en provenance de la région MENA. Même si la croissance mondiale redevient positive en 2010, le niveau du PIB restera nettement inférieur à son niveau potentiel étant donné le vaste excédent de capacité et les corrections nécessaires aux schémas mondiaux de consommation. Ensuite, les tendances protectionnistes incontrôlées des partenaires commerciaux ou des pays MENA risquent de compromettre la contribution de la région à la reprise mondiale au travers des échanges, de même que ses perspectives de croissance et d'emploi à court terme. Enfin, il se pourrait que les effets de rétroaction négatifs d'une dégradation prononcée ou persistante de l'économie réelle de MENA fasse du tort au secteur financier. Si la crise persiste et fragilise la position financière des PME exportatrices, puis d'autres entreprises nationales, l'apparition ou l'augmentation des prêts non productifs risquent d'entraîner une dégradation des bilans des banques nationales.

Au second semestre de 2009 et en 2010, la résistance des pays MENA aux retombées de la crise dépendra en grande partie de la profondeur et de la durée de la récession économique mondiale. Les projections du présent rapport supposent que la reprise mondiale interviendra en 2010, ce qui ne peut toutefois être tenu pour acquis. Dans le cas où la crise persisterait en 2010 sans pour autant s'aggraver, les cours du pétrole pourraient demeurer supérieurs au niveau qui permettrait aux pays du CCG d'éviter toute difficulté, même si la croissance demeure anémique. Mis à part ce groupe de pays, tous les autres devraient se heurter à de graves problèmes si la crise perdure en 2010. La croissance économique resterait faible, et l'aptitude des autorités à amortir les retombées de la crise sur les ménages et les travailleurs serait en outre érodée. Dans le cas où la crise ne ferait pas que persister, mais s'aggraverait en 2010, la résistance de tous les pays de la région, y compris ceux du CCG, pourrait être mise à rude épreuve par la baisse conjuguée des prix des produits de base, des exportations, du tourisme, de l'IDE et des rapatriements de salaires.

Mesures envisageables pour amortir les conséquences de la récession mondiale actuelle

Gérer le rétrécissement de l'espace budgétaire

Les pays MENA sont confrontés à des situations diverses en termes d'espace budgétaire et, par tant, d'aptitude à atténuer les répercussions de la crise financière dans les mois à venir. Le présent rapport se fonde sur le déficit budgétaire et la dette publique pour évaluer cet espace. Il ressort de cet examen que la moitié des pays du CCG (Qatar, Oman et les E.A.U.) bénéficient d'un espace budgétaire confortable, tandis que les autres (Bahreïn, Arabie saoudite et Koweït), s'ils disposent d'une certaine marge budgétaire, risquent de voir leur action freinée par un léger déficit budgétaire (Koweït) et/ou un excédent budgétaire limité (Arabie saoudite et Bahreïn). À terme, ils devront utiliser leur excédent budgétaire résiduel avec modération. Tous les autres exportateurs de pétrole (à l'exception de l'Iraq) disposent d'une marge budgétaire qu'ils devront gérer avec prudence par la suite. Grâce aux recettes pétrolières élevées récemment accumulées, ils ont été en mesure de maintenir un faible niveau d'endettement. Tous devraient enregistrer un déficit budgétaire en 2009, mais ils disposent d'une certaine marge pour relever le niveau d'endettement public, sous réserve que les prix pétroliers ne diminueront pas en-deçà du niveau qui compromettrait l'aptitude des autorités à accumuler des excédents et à rembourser la dette. Cela dit, dans les pays où l'émission de titres d'emprunt risque d'être limitée par d'autres facteurs que le montant de la dette, on ne saurait recommander une augmentation de l'endettement public. Les pays dont la production pétrolière diminue (Yémen, Syrie), devraient éviter de relever le ratio de leur dette par rapport au PIB compte tenu de l'éventuelle diminution de leur capacité de remboursement à terme.

Étant donné l'ampleur des déficits budgétaires, la plupart des pays non exportateurs de pétrole ne disposent d'aucun volant de ressources, ou bien limité. Certains (Liban, Jordanie et Djibouti) n'ont plus aucune marge de

manœuvre. Le Liban, en particulier, souffre d'un déficit budgétaire appréciable conjugué à un ratio dette totale-PIB élevé. Parmi les exportateurs hors pétrole intégrés aux marchés européens et de l'OCDE, le Maroc et la Tunisie bénéficient d'un certain espace budgétaire grâce à leur faible endettement public ; l'Égypte, quant à elle, n'en a pas et aura des difficultés à financer en 2009-10 d'autres mesures de relance que celles déjà annoncées par les autorités, à moins qu'elle n'obtienne un financement à faible taux pour financer son déficit budgétaire. Face à la chute des recettes publiques dans presque tous les pays de la région et au resserrement des conditions de financement extérieur, la dette intérieure publique peut constituer une solution attrayante pour financer les plans de relance budgétaire. Les gouvernements de la MENA devront toutefois gérer prudemment les risques d'éviction du secteur privé. Qui plus est, dans les pays où le montant du service de la dette intérieure est déjà élevé (Liban), le gouvernement souhaitera éviter d'en augmenter le coût.

Rationaliser les subventions pour créer un espace budgétaire

Un moyen de lutter contre l'amenuisement de l'espace budgétaire consiste à rationaliser les programmes de subventions en vigueur. De fait, le moment pourrait s'avérer propice à la restructuration des subventions et des dépenses sociales élevées des pays MENA qui immobilisent une part substantielle des ressources publiques et profitent rarement aux groupes ou secteurs sociaux auxquels elles sont destinées. Dans la plupart des pays, tous les carburants et l'électricité sont subventionnés. S'il n'est pas facile de supprimer des subventions structurelles, et s'il n'existe pas de moment idéal pour le faire, l'heure est peut-être venue pour les pouvoirs publics de la région MENA de réorganiser leurs coûteux programmes de subventions. On peut d'abord arguer du fait que la crise financière mondiale justifie la restructuration de programmes de protection sociale et d'autres programmes sociaux mal ciblés afin de libérer des ressources pour financer des programmes sociaux fondamentaux et la création d'emplois au profit des pauvres et de ceux qui sont profondément ou directement

touchés par la crise. Ensuite, la légère baisse des prix des carburants et des produits alimentaires fait que la restructuration des programmes de subventions n'entraînera pas de hausse déraisonnable des dépenses des ménages riches qui devront éventuellement renoncer aux subventions dont ils bénéficiaient auparavant. Enfin, dans certains pays, les subventions ont engendré une forte dépendance vis-à-vis des importations, des entreprises publiques, la recherche de rentes économiques, la corruption et la contrebande, lesquelles ont étouffé la concurrence et le développement du secteur privé. La nécessité de stimuler l'activité et la croissance du secteur privé devrait être une composante majeure de tous les plans de relance économique. La levée des « blocages institutionnels » créés par les programmes de subventions constitue donc une autre raison de tirer parti de la crise pour rationaliser les subventions dans la région MENA.

Il n'en demeure pas moins que cette restructuration devra être conduite avec prudence de manière à maintenir, voire à relever, les prestations destinées aux pauvres. Dans certains cas, les subventions aux prix, alimentaires notamment, profitent effectivement aux plus démunis et jouent un rôle essentiel dans leur subsistance. Outre les subventions, les pays envisagent de restructurer d'autres dépenses sociales. Si toutes les mesures ne sont pas directement associées à la crise financière mondiale, les enseignements dégagés de crises antérieures indiquent que ceux qui restructurent leurs dépenses sociales doivent privilégier les projets qui joueront un rôle de stabilisateur automatique, comme les programmes de prestations sociales assortis de conditions de ressource, dont l'amplification intervient naturellement et qu'il convient de financer durant les périodes de récession compte tenu du nombre croissant de personnes passant au-dessous du seuil d'admissibilité, cette tendance s'inversant lorsqu'intervient la reprise économique.

Supprimer les obstacles à la croissance

Pour tirer parti de la reprise mondiale une fois la crise terminée, les pays MENA devront saisir l'occasion qu'elle offre de supprimer les obstacles in-

frastructurels et les contraintes institutionnelles qui ont fait obstruction à la croissance régionale pendant des décennies. Le taux de croissance de la région avant la crise était le plus élevé jamais enregistré, mais faisait pâle figure par rapport à ceux d'autres régions. Étant donné les besoins élevés et le faible niveau des investissements actuels, il convient de veiller à ne pas réduire trop brutalement les taux d'investissement de MENA par suite de la crise, comme cela s'est produit en Argentine à la fin des années 80 et en 2001-02, ou en Thaïlande à la fin des années 90. La reprise de la croissance dans les pays de la région sera vraisemblablement conditionnée par l'intensification des investissements nationaux, de même que par l'IDE et des exportations à destination des pays émergents et en développement présentant le plus fort potentiel de croissance. Conscients de ces enjeux, certains pays du CCG (Arabie saoudite, Qatar et Bahreïn) se sont engagés à maintenir le niveau élevé de dépenses dans l'infrastructure pour stimuler leur économie.

Les mesures adoptées en riposte à la crise dans la région doivent vivement encourager le rôle du secteur privé dans l'infrastructure. Ce point revêt une importance particulière étant donné l'espace budgétaire restreint ou en diminution de nombreux gouvernements de la région. Au cours des quinze dernières années, un pays comme l'Égypte a pris, lentement mais sûrement, des dispositions visant à renforcer le rôle des marchés dans l'allocation des ressources. Ces réformes ont délivré d'excellents résultats en termes de croissance et d'emploi, ce qui montre que des évolutions sont possibles. En Tunisie aussi, c'est le secteur privé qui est dans une certaine mesure à l'origine de la croissance. Mais même dans ces deux pays, et encore plus dans la majorité des autres pays de la région, beaucoup reste à faire pour établir des conditions de concurrence équitables pour tous les investisseurs, nationaux et étrangers, publics et privés. Dans la période qui suivra la crise, les pays dotés d'une infrastructure adaptée et d'un climat propice aux affaires bénéficieront d'un avantage particulier sur les autres dans la mesure où les investisseurs rechercheront sans doute des créneaux profitables tout en prenant un minimum de risques afin de compenser

les pertes subies pendant la crise. Malgré les lourdes conséquences de cette dernière, l'émirat de Dubaï semble bien placé pour tirer parti du rebond mondial (même s'il est peu probable qu'il retrouve l'élan antérieur) étant donné le dynamisme de l'investissement et les conditions favorables à l'activité économique.

Mesures visant à diminuer la vulnérabilité et à accroître l'adaptabilité à long terme face aux chocs

La crise financière mondiale et le ralentissement économique actuels ne constituent que la plus récente des secousses qui ont frappé les pays MENA, région confrontée à des chocs d'envergure sur les termes de l'échange, à des crises géopolitiques, à de fréquentes sécheresses, au changement climatique et à des situations instables en matière de sécurité.

La vulnérabilité de la région aux crises économiques et sa capacité à rebondir sont déterminées par les structures économiques sous-jacentes, les mécanismes d'intégration dans l'économie mondiale, et les politiques qui les influencent. À long terme, l'atténuation de cette vulnérabilité passera par un cadre structurel capable de réduire le risque systémique et de renforcer la résilience des économies aux chocs quand ils se produisent.

Développement restreint des secteurs financiers

L'intégration limitée de MENA aux marchés financiers mondiaux l'a en partie mise à l'abri des effets initiaux de la contraction économique actuelle. À plus long terme, la région aura toutefois des difficultés à surmonter les chocs compte tenu du développement modéré du secteur financier, de l'accès restreint des ménages et des entreprises aux services financiers et de sa faible exposition aux marchés financiers mondiaux.

Les banques dominent les secteurs financiers des pays non membres du CCG, les institutions financières non bancaires y étant nettement sous-développées. De ce fait, toute une gamme

d'instruments financiers de gestion des risques, depuis les produits d'assurance jusqu'aux dérivés financiers, ne sont pas disponibles aux ménages et aux entreprises. Rares même sont les entreprises privées qui ont recours au crédit bancaire pour financer leurs investissements ; elles optent en priorité pour l'autofinancement. Cette dissociation du secteur financier de l'économie réelle a entraîné la perte de l'un des instruments les plus efficaces dont une économie dispose pour atténuer les risques : la politique monétaire. De manière plus générale, un secteur financier bien développé, qui offre des sources de financement diversifiées aux particuliers et aux entreprises pour amortir les risques et atténuer leur vulnérabilité, et leur permet d'emprunter pour alléger les conséquences d'un marasme économique, est indispensable pour renforcer la résilience de l'économie globale, à savoir son aptitude à amortir et à gérer les retombées d'un choc, et à s'adapter à l'évolution des conditions existant dans une économie dynamique.

Si l'intégration restreinte de la région MENA (à l'exception des pays du CCG) aux marchés financiers mondiaux a fait que la crise actuelle y a eu des répercussions financières assez limitées, la libéralisation du secteur financier aura des retombées positives, à plus long terme, sur la diversification des actifs dans les pays de la région. La diversification internationale a permis à de nombreux pays du CCG d'investir leurs excédents pétroliers dans des avoirs étrangers, évitant ainsi la saturation des petits marchés nationaux, la surchauffe et les bulles spéculatives. Elle leur a en outre permis d'attirer l'investissement extérieur dans les secteurs des hydrocarbures et de créer des centres internationaux de finance, de logistique commerciale et d'affaires.

Vulnérabilité élevée aux chocs sur les termes de l'échange

À long terme, la région MENA est également vulnérable aux chocs commerciaux. Les exportations sont fortement concentrées sur un petit nombre de produits. Celles des pays exportateurs de pétrole se composent pour plus de 85 % de carburants. Dans les pays pauvres en ressources naturelles, le degré de concentration des expor-

tations est élevé, l'essentiel étant constitué de produits primaires ou de produits manufacturés à faible composante technologique tels que les vêtements, les chaussures et les textiles. Cette concentration n'a de surcroît pas sensiblement diminué ces quinze dernières années, ce qui fait de MENA la région la plus exposée au monde aux chocs des prix des produits de base. Elle est également vulnérable sur le plan des importations, essentiellement en raison de sa dépendance considérable à l'égard des importations de produits alimentaires.

La solution au problème de la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires, dont il y a tout lieu de craindre qu'elle soit une source permanente de chocs extérieurs, consisterait pour les pays de la MENA à mieux gérer leur exposition au risque de fluctuation des prix de ces produits ; ils devraient pour cela faire davantage appel aux marchés et contrats à terme et à d'autres instruments modernes afin de se protéger contre les aléas de l'offre, et d'amortir dans le même temps les retombées des chocs des prix sur les ménages confrontés à un problème chronique de sécurité alimentaire au moyen de régimes de protection sociale bien développés et ciblés. Les subventions alimentaires universelles, omniprésentes dans la région, ne sont pas correctement axées sur les personnes dans le besoin, mais représentent un fardeau budgétaire substantiel, qui limite les crédits budgétaires disponibles pour d'autres programmes mieux ciblés.

S'agissant des exportations, les pays de la MENA ont tout intérêt, pour gérer leur vulnérabilité, à instaurer un environnement commercial qui développe d'une part la compétitivité (en permettant aux entreprises existantes de mieux s'adapter aux variations de la demande mondiale) et favorise d'autre part la diversification des exportations en termes de qualité des produits, de marchés d'exportation, et d'exportation des services (comme ont commencé à le faire les pays du CCG). Cette diversification de grande ampleur passe par un éventail tout aussi large de mesures, notamment le renforcement des incitations au commerce des biens et des services, la diminution du coût des services essentiels au commerce, et des mesures dynamiques d'aide au

commerce¹. Les pays de la MENA sont peu intégrés aux réseaux de production internationaux, ce qui réduit leur chances d'attirer davantage d'IDE, de bénéficier de la diffusion collatérale du savoir qui intervient généralement dans le cadre de ces réseaux, et de développer l'intégration verticale. Les raisons à ce manque d'intégration varient ; on citera le faible niveau de l'IDE dans l'industrie manufacturière, l'intégration régionale insuffisante (laquelle autoriserait d'importantes économies d'échelle), les coûts logistiques et de transport élevés, et, pour les pays non-membres du CCG, le Liban, la Jordanie et le Yémen, des obstacles encore substantiels au commerce (tableau ii).

Un rebond limité par le manque d'adaptabilité commerciale

L'esprit d'entreprise est l'une des meilleures armes contre les chocs extérieurs. Une économie dans laquelle le secteur privé est capable de s'adapter aux mutations du marché grâce à l'innovation, la diversification de la production et l'adoption de nouvelles technologies quand la conjoncture évolue est en mesure de rebondir plus rapidement après des chocs défavorables. Plusieurs indicateurs laissent entendre que le secteur privé est nettement moins dynamique dans la région MENA que dans d'autres régions, dans des domaines décisifs en termes de résilience économique. L'âge médian des entreprises manufacturières locales (19 ans) est supérieur à celui observé dans toutes les autres régions, signe d'une destruction créative sensiblement inférieure dans MENA. La résilience du secteur privé au niveau des entreprises dépend en outre de l'aptitude de ce dernier à ajuster ses activités de manière à supporter les chocs, notamment en termes de main d'œuvre. Or, en dehors du CCG, le degré de flexibilité du travail est extrêmement faible dans la région MENA, surtout en ce qui concerne les licenciements. Ces deux éléments signalent une capacité d'autorestructuration plus limitée.

Si la région a dans l'ensemble levé quelques-uns des obstacles à l'activité commerciale, elle

¹ Newfarmer, et al. 2009.

demeure nettement en deçà des normes internationales dans plusieurs domaines du fait qu'elle n'a pas procédé aux réformes nécessaires. Par ailleurs, à l'exception de certaines règles et réglementations, l'instabilité des politiques et l'application discrétionnaire des règles freinent l'investissement dans la région. Les investisseurs de MENA (surtout les dirigeants de PME) dénoncent régulièrement l'instabilité des politiques et les conditions non équitables qui favorisent certaines entreprises en place au détriment des nouvelles venues et des concurrentes. La corruption, les pratiques anticoncurrentielles et l'incertitude réglementaire sont au premier rang des préoccupations des dirigeants d'entreprise. Dans de nombreux pays, les entreprises critiquent également l'insuffisance des réformes en matière de réglementation, d'accès aux financements et d'accès foncier. Le problème semble tenir bien davantage à la mise en œuvre inégale, discrétionnaire et préférentielle des mesures, qu'à leur énoncé.

Gouvernance et aptitude à gérer les chocs

Ce problème témoigne de la nécessité cruciale d'une réforme de la gouvernance, pour améliorer le climat des affaires d'une part, mais aussi pour réduire la vulnérabilité aux chocs en général. Une mauvaise gouvernance, notamment sous la forme d'une gestion inefficace des politiques intérieures, peut favoriser directement et notablement la volatilité et l'exposition aux chocs (par le biais d'une inflation élevée, de la surévaluation des taux de change, ou de déficits budgétaires prolongés, etc.). Par ailleurs, et en relation avec ce qui précède, la gouvernance envoie des signaux critiques quant à la crédibilité des politiques et à l'aptitude de l'économie à sortir de la crise, lesquels influencent la réaction des ménages et celle du secteur privé. Une bonne gouvernance ne peut assurer une immunité aux chocs, mais une mauvaise gouvernance garantit quasiment qu'ils auront des effets persistants.

Protéger les pauvres des chocs

Enfin, les pays MENA sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques du point de vue de la pauvreté. Si MENA affiche un niveau de pauvreté inférieur à celui d'autres régions, il se caractérise par le nombre substantiel de personnes vivant au-dessus, mais près du seuil de pauvreté. De ce fait, la sensibilité de la pauvreté aux chocs extérieurs est forte. En outre, rares sont les pays de la région qui sont dotés de régimes de protection sociale bien développés et bien ciblés. Ils ne disposent pas non plus de mécanismes solides d'assurance sociale.

L'accès aux données est indispensable pour prévoir les chocs et y remédier

Point peut-être essentiel, l'aptitude de MENA à répondre avec efficacité aux conséquences sociales des chocs économiques se heurte à un désintérêt général pour la collecte systématique et la diffusion transparente des données. La capacité à concevoir des programmes de protection et d'assurance sociale dotés des moyens nécessaires pour remédier aux différentes sources de vulnérabilité des ménages et pour assurer le suivi des crises économiques et l'application des mesures visant à y remédier, repose sur l'accès à un éventail de données fiables et à forte périodicité. Dans ce domaine en particulier, la région affiche des lacunes. La collecte de données est limitée, et rares sont les sources qui permettraient de surveiller les retombées sociales d'une crise. Par ailleurs, l'accès aux informations dans l'ensemble de la région est extrêmement restreint. De ce fait, la capacité des pays MENA à définir des politiques sociales appropriées pour remédier aux conséquences des chocs (ou pour les prévenir) est considérablement affaiblie. Plus généralement, l'aptitude de MENA à prévenir des crises futures et à élaborer des politiques destinées à lutter contre toutes les répercussions potentielles d'un choc économique dépendra à long terme de l'amélioration de la collecte de données et de l'accès à des statistiques complètes, régulières et fiables de la région.